

Art. 6. A l'article 1, b de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 4 juillet 1990 portant délimitation de la zone d'habitation défavorisée dans la ville d'Alost, le deuxième tiret est remplacé par le texte suivant :

— A62 (Watertoren) : les pâtés de maisons situés entre la Sint-Janstraat et la Osbroekstraat et ceux compris entre la Zonnestraat, la Sint-Janstraat, la Scherreveldstraat, la Sint-Kamielstraat, la Sint-Jobstraat et la Kalfstraat, ainsi que toute la Sint-Kamielstraat et tout le tronçon de la Sint-Jobstraat entre la Geraardsbergestraat et la Kalfstraat."

Art. 7. A l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 12 septembre 1990 portant délimitation de la zone d'habitation défavorisée dans la ville de Malines, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point a est supprimé;

2° au point b le texte qui suit à l'intitulé du secteur "A912 Kruidtuin - Klein Seminarie" est remplacé par le texte suivant :

"Seules les habitations situées le long de la Korte en Lange Ridderstraat et de la Meysbrug, ainsi que les numéros impairs 1 à 57 inclus de la Augustijnenstraat."

3° au même point b, le texte qui suit à l'intitulé du secteur "A952 Koningin Astridlaan - Binnenstad" est remplacé par le texte suivant :

"Le secteur entier, à l'exclusion des habitations situées le long de la Koningin Astridlaan et de la Hoogstraat."

4° le point b est complété de la disposition suivante :

"A921 Adegemstraat

Le secteur entier à l'exclusion des logements et parcelles situés le long de la Hoogstraat, du Korenmarkt et de la Guldenstraat."

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire et du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 avril 1991

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire et du Logement,

L. WALTNIEL

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 91 — 2039

13 MAI 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en sciences commerciales, de licencié en sciences commerciales et financières, de licencié en sciences commerciales et consulaires, de licencié en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, notamment l'article 5bis, § 2, inséré par la loi du 18 février 1977 et modifié par la loi du 15 juillet 1985 et le décret du Conseil de la Communauté française du 31 mai 1989;

Vu l'arrêté royal du 17 septembre 1934 fixant les conditions de la collation du diplôme de licencié en sciences commerciales notamment les articles 17 et 18;

Vu l'arrêté royal du 18 septembre 1934 fixant les conditions de la collation du diplôme d'ingénieur commercial, notamment les articles 17 et 18;

Vu l'arrêté royal du 11 juillet 1959 fixant les conditions d'admission aux examens de candidat en sciences commerciales, notamment l'article 1er, § 1, alinéa 1er, l'article 2, modifié par l'arrêté royal du 22 mars 1962 et l'article 3;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1962 portant règlement général des études dans l'enseignement technique supérieur, notamment les articles 31 à 39, modifiés par l'arrêté royal du 18 février 1974;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, en date du 3 août 1989 et 11 janvier 1990;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 décembre 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique et vu les délibérations de l'Exécutif en date du 10 décembre 1990 et du 29 avril 1991,

Arrête :

CHAPITRE I. — *Siège et composition du jury*

Article 1^{er}. Il est créé un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades de candidat en sciences commerciales, de licencié en sciences commerciales et financières, de licencié en sciences commerciales et consulaires, de licencié en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial.

Le siège du jury est situé dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

Le jury pourra également organiser des examens en dehors de cet arrondissement, si les nécessités l'exigent.

Art. 2. Le jury est composé :

1^o d'un président et d'un vice-président;

2^o d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint;

3^o de membres.

Art. 3. § 1^{er}. Le président et le vice-président sont choisis parmi les membres de l'Inspection de l'enseignement secondaire supérieur et de l'enseignement supérieur non universitaire ou parmi le personnel directeur des établissements d'enseignement supérieur, en activité de service ou retraité.

§ 2. Les membres sont choisis parmi les membres du personnel enseignant de l'enseignement universitaire et de l'enseignement supérieur en activité de service ou retraité depuis moins de cinq ans.

Ils sont choisis pour moitié dans le personnel de l'enseignement officiel et pour moitié dans le personnel de l'enseignement libre.

§ 3. Le secrétaire et le secrétaire adjoint sont choisis de préférence parmi les membres et sur proposition du président. Lorsqu'ils ne sont pas choisis parmi les membres du jury, le secrétaire et le secrétaire adjoint ont voix consultative.

Art. 4. Les président, vice-président, secrétaire, secrétaire adjoint et membres sont nommés pour une période de deux ans par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *Fonctionnement du jury*

Art. 5. Le président veille à la régularité des examens et préside les délibérations.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, celui-ci est remplacé en premier ordre par le vice-président et en second ordre par le membre présent le plus âgé.

Art. 6. Le secrétaire convoque les candidats, tient les écritures et les procès-verbaux.

En cas d'absence du secrétaire, celui-ci est remplacé par le secrétaire adjoint.

Art. 7. Le jury délibère, à huis clos, sur les résultats des examens et sur toute question soulevée par le président ou par cinq membres au moins.

La présence de la majorité des membres est requise pour délibérer.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 8. Aucun membre du jury ne peut faire subir l'examen, ni prendre part à la délibération, ni contribuer à une quelconque décision, lorsque le candidat est son conjoint, un parent ou un allié jusque et y compris le quatrième degré.

Si le président se trouve dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, il est remplacé en premier ordre par le vice-président et en second ordre par le membre présent le plus âgé.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances sont consignés dans un registre. Ils sont signés par le président, le secrétaire et les membres présents. Les registres des procès-verbaux tiennent lieu de registres des présences.

Les archives sont conservées au siège du jury.

CHAPITRE III. — *Organisation des examens*

Section 1. — *Sessions d'examens et conditions d'admission*

Art. 10. Il y a annuellement deux sessions d'examens.

Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions fixe les dates et l'ordre détaillé de chaque session.

Art. 11. Toute personne peut se présenter aux examens, sans distinction du lieu où elle a étudié.

Art. 12. Nul n'est admis à la première épreuve de candidature s'il ne remplit les conditions requises pour l'admission dans l'enseignement supérieur de type long de plein exercice.

Nul n'est admis à la seconde épreuve de candidature s'il n'est porteur d'un certificat constatant que, depuis une année académique au moins, il a réussi la première épreuve de candidature.

Nul n'est admis à la première épreuve de la licence ou à la première épreuve menant au grade d'ingénieur commercial s'il n'est porteur d'un certificat constatant que, depuis une année académique au moins, il a réussi la deuxième épreuve de candidature.

Nul n'est admis à la deuxième épreuve de la licence ou à la deuxième épreuve menant au grade d'ingénieur commercial s'il n'est porteur d'un certificat constatant que, depuis une année académique au moins, il a réussi la première épreuve de licence ou la première épreuve de ce grade.

Nul n'est admis à la troisième épreuve menant au grade d'ingénieur commercial s'il n'est porteur d'un certificat constatant que, depuis une année académique au moins, il a réussi la deuxième épreuve de ce grade.

Les candidats ajournés par un Institut supérieur de commerce, organisé ou subventionné par la Communauté française, ne peuvent plus se présenter dans la même session devant le jury de la Communauté française.

Les candidats refusés par un Institut supérieur de commerce, organisé ou subventionné par la Communauté française, ne peuvent se présenter qu'après l'expiration d'une année académique devant le jury de la Communauté française.

Art. 13. Nul n'est autorisé à présenter à plus de quatre reprises les examens portant sur une même épreuve.

Section 2. — Inscriptions

Art. 14. Un appel aux candidats est publié chaque année au *Moniteur belge*. Les périodes d'inscription y sont précisées.

Art. 15. Les demandes d'inscription sont adressées par écrit et sous pli recommandé au directeur général de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Aucune demande d'inscription ne sera reçue en dehors des délais fixés.

Art. 16. Les formulaires d'inscription sont fournis sur simple demande adressée à la direction générale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Art. 17. Le droit d'inscription est fixé à 4 000 F pour chacune des épreuves.

Ces droits ne sont remboursables en aucun cas. Ils ne peuvent être reportés à une session ultérieure. Ils seront acquittés lors de chaque inscription.

Le paiement doit être effectué au compte du Comptable des recettes de l'Administration.

Art. 18. Lors de l'inscription, les candidats fourniront les documents ou renseignements suivants :

1° un formulaire d'inscription dûment complété, daté et signé;

2° la preuve de paiement du droit d'inscription;

3° l'indication du programme d'un institut supérieur, organisé ou subventionné par la Communauté française, sur lequel le candidat désire être interrogé;

4° l'indication précise de l'année d'études et des options éventuelles sur lesquelles porterait l'examen;

5° pour le candidat de la première épreuve de candidature, la copie certifiée conforme du ou des titres prévus à l'article 12, alinéa 1^{er} ou, à défaut, un ou des certificats provisoires, étant entendu que la délibération concernant le candidat n'aura lieu que sur présentation du ou des titres dûment homologués par le jury prévu à l'article 6bis des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnés par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, ou du certificat officiel d'équivalence du ou des titres obtenus à l'étranger.

Pour le candidat à la deuxième épreuve, la copie certifiée conforme du certificat attestant qu'il a subi avec succès la première épreuve de candidature.

Pour le candidat aux épreuves des années suivantes, la copie certifiée conforme du certificat attestant qu'il a subi avec succès l'épreuve sur les matières de l'année d'études antérieure.

Section 3. — Matière des examens

Art. 19. Les matières d'examen sont celles figurant au programme de l'année académique en cours des instituts supérieurs organisés par la Communauté française, ou des instituts supérieurs officiels subventionnés et libres subventionnés.

Section 4. — Déroulement des examens

Art. 20. Le président ouvre et clôture les sessions, arrête l'ordre des travaux, convoque les membres et prend toutes dispositions utiles au déroulement des épreuves.

Le président peut déléguer son pouvoir de convocation au secrétaire.

Art. 21. Le président détermine les matières donnant lieu à un examen écrit ou à un examen oral.

Art. 22. Les examens écrits se déroulent à huis clos. Les candidats sont surveillés par des membres désignés par le président et ne peuvent avoir aucune communication entre eux, ni avec l'extérieur.

Le travail écrit ne peut porter aucune indication de nature à identifier les candidats.

Le président charge un nombre égal de membres de l'enseignement officiel et de l'enseignement libre de corriger et de noter d'un commun accord les travaux écrits.

Art. 23. Les examens oraux sont publics.

Art. 24. Le jury ajourne ou refuse immédiatement le candidat convaincu de fraude en première session; dans le même cas, il le refuse en deuxième session.

Section 5. — Sanction des examens

Art. 25. Il est dressé procès-verbal du résultat de la délibération. Ce procès-verbal mentionne le mérite du candidat, il atteste que les prescriptions réglementaires quant à la publicité de l'examen et à la durée des études ont été observées.

Il en est donné lecture publiquement.

En cas de contestation relative à une erreur matérielle, le président ou son délégué, saisi dans un délai maximum de quatre jours après la proclamation publique des résultats, réunit un jury restreint composé du président, du secrétaire et de deux membres du jury de délibération, dont l'un appartient à l'enseignement officiel et l'autre à l'enseignement libre.

Ce jury restreint statue sur le cas litigieux, dans un délai de quarante-huit heures.

Art. 26. Les candidats qui n'ont pas répondu de manière satisfaisante sont ajournés ou refusés par le jury en première session et refusés en deuxième session.

Le candidat refusé en première session ne pourra se représenter en deuxième session et ne pourra se réinscrire au jury qu'à l'expiration d'une année académique.

Art. 27. Pour réussir l'examen d'une manière satisfaisante avec distinction, avec grande distinction ou avec la plus grande distinction, le candidat doit obtenir la moitié des points dans chaque branche et, respectivement, les soixante, septante, quatre-vingts et nonante pour cent des points sur l'ensemble des branches faisant partie de l'examen.

Art. 28. En cas de réussite en Belgique ou à l'étranger d'une ou plusieurs années d'études d'enseignement supérieur, des dispenses d'épreuves peuvent être accordées par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions, après avis de l'Inspection.

Pour autant qu'il ait participé à l'ensemble des épreuves de la première session du jury, celui-ci peut dispenser, pour la session suivante, l'étudiant ajourné de représenter les épreuves réussies avec soixante pour cent des points au moins.

Art. 29. Les diplômes sont rédigés de la manière fixée par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

Ils mentionnent les matières qui ont fait l'objet de l'examen et attestent que les prescriptions réglementaires quant à la durée des études et à la publicité des examens ont été observées.

Ils sont signés par les membres du jury et constatent que le candidat a subi l'examen d'une manière satisfaisante, avec distinction, avec grande distinction ou avec la plus grande distinction.

Art. 30. Aucun duplicata des diplômes conférés par le jury n'est délivré. Un extrait du registre des délibérations, confirmant qu'un diplôme a été délivré, peut être obtenu sur production du récépissé de versement de 1 000 francs au compte du Comptable des recettes de l'Administration.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 31. Les membres du jury reçoivent une indemnité de vacation fixée comme suit :

- pour le président et le vice-président : 225 francs par jour;
- pour le secrétaire et le secrétaire adjoint : 200 francs par jour;
- pour les membres : 165 francs par jour.

Si la journée dépasse six heures, l'heure supplémentaire est rémunérée de la manière suivante :

- pour le président et le vice-président : 45 francs;
- pour le secrétaire et le secrétaire adjoint : 40 francs;
- pour les membres : 30 francs.

Art. 32. Le montant des indemnités dues au président, au vice-président, au secrétaire, au secrétaire adjoint et aux membres du chef des frais de route et de séjour est respectivement calculé conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et à l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères, étant entendu que leur « résidence administrative » reste le lieu où ils occupent l'emploi requis par l'article 3 du présent arrêté et qu'ils sont réputés classés dans le rang 14.

Art. 33. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions prend toute autre mesure réglementaire que la tenue des sessions et le fonctionnement du jury peuvent nécessiter.

Art. 34. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 11 juillet 1959 fixant les conditions d'admission aux examens de candidat en sciences commerciales sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots « et devant le jury central institué par le gouvernement, pour la collation dudit grade » sont supprimés;

2^o le mot « et » est inséré entre les mots « universités de l'Etat » et les mots « dans les instituts supérieurs de commerce ».

Dans l'article 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 mars 1962, les mots « et devant le jury central visé à l'article 1^{er}, § 1^{er} » sont supprimés.

Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « et devant le jury central » sont supprimés.

Art. 35. Sont abrogés :

1^o le titre II comprenant les articles 17 et 18 de l'arrêté royal du 17 septembre 1934 fixant les conditions de la collation du diplôme de licencié en sciences commerciales;

2^o le titre II comprenant les articles 17 et 18 de l'arrêté royal du 18 septembre 1934 fixant les conditions de la collation du diplôme d'ingénieur commercial;

3^o l'arrêté royal du 9 octobre 1936 réglementant les examens devant un jury central pour la collation des grades de candidat en sciences commerciales, de licencié en sciences commerciales et financières, de licencié en sciences commerciales et consulaires, de licencié en sciences commerciales et coloniales, de licencié en sciences commerciales et maritimes, de licencié en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial, modifié par les arrêtés royaux des 3 février 1940, 14 novembre 1945, 11 juillet 1959 et 18 février 1974;

4^o le chapitre V comprenant les articles 31 à 39 de l'arrêté royal du 14 novembre 1962 portant règlement général des études dans l'enseignement technique supérieur, modifiés par l'arrêté royal du 18 février 1974;

5^o l'arrêté royal du 18 février 1974 modifiant l'arrêté royal du 14 novembre 1962 portant règlement général des études dans l'enseignement technique supérieur et l'arrêté royal du 9 octobre 1936 relatif aux examens pour la collation des grades de candidat, de licencié en sciences commerciales et d'ingénieur commercial.

Art. 36. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 37. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1991.

Bruxelles, le 13 mai 1991.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 91 — 2039

13 MEI 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de handelswetenschappen, van licentiaat in de handels- en financiële wetenschappen, van licentiaat in de handels- en consulaire wetenschappen, van licentiaat in de handels- en bestuurswetenschappen, van handelsingenieur

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, inzonderheid artikel 5 bis, § 2, ingevoegd bij de wet van 18 februari 1977 en gewijzigd bij de wet van 15 juli 1985 en het decreet van de raad van de Franse Gemeenschap d.d. 31 mei 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 september 1934 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van het diploma van licentiaat in de handelswetenschappen, inzonderheid de artikelen 17 en 18;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 september 1934 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van het diploma van handelsingenieur, inzonderheid de artikelen 17 en 18;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juli 1959 tot vaststelling van de toelatingsvoorwaarden tot de examens van kandidaat in de handelswetenschappen, inzonderheid artikel 1, § 1, eerste lid, en artikel 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 maart 1962, en artikel 3;

Gelet op het koninklijk besluit houdende algemene regeling van de studiën in het Hoger Technisch Onderwijs, inzonderheid op de artikelen 31 tot 39, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 februari 1974;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, d.d. 3 augustus 1989 en 11 januari 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 10 december 1990 en 29 april 1991,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Zetel en samenstelling van de examencommissie

Artikel 1. Er wordt een examencommissie van de Franse Gemeenschap opgericht, belast met het toekennen van de graden van kandidaat in de handelswetenschappen, van licentiaat in de handels- en financiële wetenschappen, van licentiaat in de handels- en consulaire wetenschappen, van licentiaat in de handels- en bedrijfswetenschappen, van handelsingenieur.

De commissie heeft haar zetel in het arrondissement Brussel-Hoofdstad. Ze kan ook examens organiseren buiten dat arrondissement, in geval van noodzaak.

Art. 2. De examencommissie bestaat uit :

- 1° een voorzitter en een ondervoorzitter;
- 2° een secretaris en een adjunct-secretaris;
- 3° leden.

Art. 3. § 1. De voorzitter en de ondervoorzitter worden gekozen uit de leden van de Inspectie voor het hoger secundair onderwijs en het hoger onderwijs buiten de universiteit of uit het bestuurspersoneel van de inrichtingen voor hoger onderwijs, in actieve dienst of op rust gesteld.

§ 2. De leden worden gekozen uit het onderwijzend personeel van het universitair onderwijs en van het hoger onderwijs, actieve dienst of sinds minder dan vijf jaar op rust gesteld.

Ze worden voor de helft gekozen uit het personeel van het officieel onderwijs en voor de helft uit het personeel van het vrij onderwijs.

§ 3. De secretaris en de adjunct-secretaris worden bij voorkeur onder de leden gekozen, op voorstel van de voorzitter. Wanneer ze niet onder de leden van de examencommissie gekozen worden, hebben zij raadgevende stem.

Art. 4. De voorzitter, ondervoorzitter, secretaris, adjunct-secretaris en leden worden voor een termijn van twee jaar gekozen door de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort.

HOOFDSTUK II. — Werking van de examencommissie

Art. 5. De voorzitter zorgt voor de regelmatigheid van de examens en zit de beraadslagingen voor.

Indien de voorzitter afwezig of verhinderd is, wordt hij vervangen in eerste orde door de ondervoorzitter en in tweede orde door het oudste aanwezige lid.

Art. 6. De secretaris roept de examinandi op, houdt de geschriften en de notulen bij.

Indien hij afwezig is, wordt hij door de adjunct-secretaris vervangen.

Art. 7. De commissie beraadslaagt met gesloten deuren, over de uitslag van de examens en over elk probleem dat opgeworpen wordt door de voorzitter of door ten minste vijf leden.

Opdat ze geldig zou kunnen beslissen, moet de meerderheid van de leden aanwezig zijn.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 8. Geen enkel lid van de commissie mag examen afnemen of deelnemen aan de beraadslaging of bijdragen tot enige beslissing betreffende een examinandus van wie hij echtgenoot, bloed- of aanverwant is tot en met de 4^e graad.

Indien de voorzitter zich in dat geval bevindt, wordt hij in eerste orde door de ondervoorzitter en in tweede orde door het oudste aanwezige lid vervangen.

Art. 9. De notulen van de zittingen worden in een register ingeschreven. Ze worden ondertekend door de voorzitter, de secretaris en de aanwezige leden. De notulenregisters gelden tevens als aanwezigheidsregisters.

Het archief wordt ten zetel van de examencommissie bewaard.

HOOFDSTUK III. — Inrichting van de examens

Afdeling 1. — Examenzittijd en toelatingsvoorwaarden

Art. 10. Er zijn jaarlijks twee examenzittijden. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, bepaalt de data en de gedetailleerde volgorde voor elke zittijd.

Art. 11. Eenieder kan zich voor het examen aanmelden, ongeacht de plaats waar hij gestudeerd heeft.

Art. 12. Niemand wordt tot het eerste examen van de kandidatuur toegelaten als hij de voorwaarden niet vervult om toegang te hebben tot het hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan.

Niemand wordt tot het tweede examen van de kandidatuur toegelaten indien hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sinds ten minste één academisch jaar geslaagd is voor het eerste examen van de kandidatuur.

Niemand wordt tot het eerste examen van licentiaat of tot het eerste examen dat tot de graad van handelsingenieur leidt toegelaten, als hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sinds ten minste één academisch jaar geslaagd is voor het tweede examen van de kandidatuur.

Niemand wordt tot het tweede examen van licentiaat of tot het tweede examen dat tot de graad van handelsingenieur leidt toegelaten, als hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sinds ten minste één academisch jaar geslaagd is voor het eerste examen van licentiaat of het eerste examen van deze graad.

Niemand wordt tot het derde examen dat tot de graad van handelsingenieur leidt toegelaten, als hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sinds ten minste één academisch jaar geslaagd is voor het tweede examen van deze graad.

De door een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde instelling uitgestelde examinandi kunnen zich niet meer tijdens dezelfde zitting aanmelden voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap.

De door een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde instelling geweigerde examinandi kunnen zich pas na één academisch jaar voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap aanmelden.

Art. 13. Niemand mag zich meer dan viermaal aanmelden voor hetzelfde examen.

Afdeling 2. — Inschrijvingen

Art. 14. Jaarlijks wordt een oproep tot de kandidaten in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt met vermelding van de inschrijvingstermijnen.

Art. 15. De inschrijvingsaanvragen worden schriftelijk en als aangetekende brief gezonden aan de directeur-generaal van het Hoger Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek.

Buiten de gestelde termijn wordt geen enkele inschrijvingsaanvraag aanvaard.

Art. 16. De inschrijvingsformulieren worden bezorgd op eenvoudige aanvraag, gericht aan de algemene directie van het Hoger Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek.

Art. 17. Het inschrijvingsrecht is vastgesteld op 4 000 BF voor elk examen. Het wordt in geen geval terugbetaald. Het kan niet overgedragen worden naar een volgende zitting. Het wordt bij elke inschrijving betaald op de rekening van de rekenplichtige van de ontvangsten van het Bestuur.

Art. 18. Bij de inschrijving moeten de examinandi de volgende stukken voorleggen of de volgende gegevens vermelden :

- 1^o een behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend inschrijvingsformulier;
- 2^o het bewijs van betaling van het inschrijvingsrecht;
- 3^o de vermelding van het programma van een hoger instituut, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, waarover de examinandus wenst ondervraagt te worden;
- 4^o de juiste vermelding van het studiejaar en van eventuele keuzevakken waarover het examen zou worden afgelegd;
- 5^o voor de examinandus van het eerste examen van de kandidatuur, het eensluidend verklaard afschrift van het of van de bij artikel 12, lid 1 bedoeld bewijzen of bij ontstentenis ervan, van een of meer voorlopige attesten. De beraadslaging betreffende de examinandus zal pas plaatsvinden na voorlegging van het (de) bekwaamheidsbewijs(zen), behoorlijk gehomologeerd door de commissie bedoeld bij artikel 6bis van de wetten op het toekennen van de academisch graden en het programma van de universitaire examens gecoördineerd bij besluit van de Regent van 31 december 1949, of van het officieel attest van gelijkwaardigheid van de in het buitenland behaalde bekwaamheidsbewijzen.

Voor de examinandus van het tweede examen, het eensluidend verklaard afschrift van het attest volgens welk hij geslaagd is voor het eerste examen van de kandidatuur.

Voor de examinandus van de examens van de volgende jaren, het eensluidend verklaard afschrift van het attest volgens welk hij geslaagd is voor het examen over de leerstof van het vorige studiejaar.

Afdeling 3. — Examenstof

Art. 19. De stof van het examen is de leerstof van het programma van het lopende academisch jaar in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen of van de officiële en vrij gesubsidieerde hogescholen.

Afdeling 4. — Verloop van de examens

Art. 20. De voorzitter opent en sluit de zitting, bepaalt de regeling van de werkzaamheden, roept de leden bijeen en treft alle maatregelen voor het verloop van de examens.

De voorzitter kan de leden laten bijeenroepen door de secretaris.

Art. 21. De voorzitter bepaalt de vakken waarover het examen schriftelijk of mondeling wordt afgenomen.

Art. 22. De schriftelijke examens hebben plaats met gesloten deuren.

De examinandi staan onder toezicht van de leden die door de voorzitter daartoe aangewezen werden en mogen niet in communicatie treden met andere examinandi, noch met personen buiten de examenzaal. Het schriftelijk examen mag geen enkele aanwijzing bevatten waardoor de examinandus kan geïdentificeerd worden.

Het nazien en beoordelen van de schriftelijke werken wordt door de voorzitter opgedragen aan een gelijk aantal leden van het officieel en van het vrij onderwijs.

Art. 23. De mondelinge examens worden in het openbaar afgenomen.

Art. 24. Bij vastgesteld bedrog wordt de kandidaat onmiddellijk verdaagd of afgewezen tijdens de eerste zitting, afgewezen tijdens de tweede zitting.

Afdeling 5. — Bekrachtiging van de examens

Art. 25. Er wordt een proces-verbaal van de uitslag van de beraadslaging opgemaakt, met vermelding van de graad van verdienste van de examinandus. Het bevestigt dat de reglementsbepalingen betreffende de openbaarheid van het examen en de studieduur nageleefd werden. Het wordt in het openbaar voorgelezen.

In geval van betwisting betreffende een materiële vergissing moet de voorzitter of zijn gemachtigde daarvan ten hoogste vier dagen na de openbare proclamatie van de examenuitslagen in kennis gesteld worden. Hij roept dan een beperkte commissie bijeen, bestaande uit de voorzitter, de secretaris en twee leden van de commissie die beraadslaagd heeft, met name één lid uit het officieel onderwijs en één lid uit het vrij onderwijs.

Die beperkte commissie spreekt zich binnen 48 uur uit over de betwisting.

Art. 26. Examinandi die niet op voldoende wijze geantwoord hebben worden door de examencommissie verdaagd of afgewezen tijdens de eerste zitting, afgewezen tijdens de tweede.

De in de eerste zitting afgewezen examinandus mag zich niet in de tweede aanmelden en kan pas na een academisch jaar een nieuwe inschrijving nemen voor de examencommissie.

Art. 27. Om het examen op voldoende wijze, met onderscheiding, met grote onderscheiding, met de grootste onderscheiding af te leggen moet de examinandus voor elk vak de helft van de punten behalen, en 60, 70, 80 of 90 % van de punten voor de gezamenlijk examenvakken.

Art. 28. Aan de examinandus die in België of in het buitenland geslaagd is voor één of meer jaren hoger onderwijs, kan de Minister tot wiens bevoegd het hoger onderwijs behoort, vrijstelling verlenen van examenge-deelten, na advies van de inspectie.

Als de verdaagde alle examens voor de eerste zitting heeft afgelegd, kan de examencommissie hem voor de volgende zitting vrijstellen van examens waarvan bij ten minste 60 % van de punten behaald heeft.

Art. 29. De diploma's worden gesteld op de wijze bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort.

Ze vermelden de vakken van het examen en bevestigen dat de reglementsvoorschriften betreffende de duur van de studie en de openbaarheid van de examens nageleefd werden.

Ze worden ondertekend door de leden van de examencommissie en vermelden dat het examen afgelegd werd op voldoende wijze, met onderscheiding, grote onderscheiding of de grootste onderscheiding.

Art. 30. Er wordt geen dubbel van de door de commissie toegekende diploma's uitgereikt. Een uittreksel uit het register van de beraadslagingen, waaruit blijkt dat een diploma uitgereikt werd, kan bekomen worden op voorlegging van het ontvangstbewijs van de storting van 1 000 BF op de rekening van de rekenplichtige van de ontvangsten van het bestuur.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 31. De leden van de examencommissie ontvangen als vacatiegeld :

- 225 BF per dag voor de voorzitter en de ondervoorzitter;
- 200 BF per dag voor de secretaris en de adjunct-secretaris;
- 165 BF per dag voor de leden.

Als de dag meer dan zes uur, wordt elk bijkomend uur als volgt bezoldigd :

- 45 BF voor de voorzitter en de ondervoorzitter;
- 40 BF voor secretaris en adjunct-secretaris;
- 30 BF voor de leden.

Art. 32. Het bedrag van de vergoedingen verschuldigd aan de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris, de adjunct-secretaris en de leden voor reis- en verblijfkosten wordt respectievelijk berekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen voor verblijfkosten voor het personeel van de ministeries, met dien verstande dat hun administratieve verblijfplaats de paats blijft waar zij de betrekking bekleden, vereist bij artikel 3 van dit besluit, en dat zij geacht worden ingedeeld te zijn in rang 14.

Art. 33. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, neemt alle andere reglementaire maatregelen die het houden van de zittingen en de werking van de commissie kunnen vereisen.

Art. 34. Aan artikel 1, § 1, lid 1 van het koninklijk besluit van 11 juli 1959 tot vaststelling van de toelatingsvoorwaarden tot de examens van kandidaat in de handelswetenschappen worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « en voor de daartoe door de Regering ingestelde centrale examencommissie » worden geschrapt;

2° het woord « en » wordt ingelast tussen de woorden « voor handels- en economische wetenschappen » en de woorden « in een door de Staat opgerichte, ... ».

In artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 maart 1962 worden de woorden « en voor de centrale examencommissie welke bedoeld is in artikel 1, § 1° » geschrapt.

In artikel 3, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « en voor de centrale examencommissie » geschrapt.

Art. 35. Worden opgeheven :

1° titel II, zijnde de artikelen 17 en 18 van het koninklijk besluit van 17 september 1934 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van het diploma van licentiaat in de handelswetenschappen;

2° titel II, zijnde de artikelen 17 en 18 van het koninklijk besluit van 18 september 1934 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van het diploma van handelsingenieur;

3° het koninklijk besluit van 9 oktober 1936 tot regeling van de examens voor een centrale examencommissie voor het toekennen van de graden van kandidaat in de handelswetenschappen, van licentiaat in de handels- en financiële wetenschappen, van licentiaat in de handels- en consulaire wetenschappen, van licentiaat in de handels- en koloniale wetenschappen, van licentiaat in de handels- en maritime wetenschappen, van licentiaat in de handels- en bestuurswetenschappen, van handelsingenieur gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 februari 1940, 14 november 1945, 11 juli 1959 en 18 februari 1974;

4° hoofdstuk V, omvattende de artikelen 31 tot en met 39 van het koninklijk besluit van 14 november 1962 houdende algemene regeling van de studien in het Hoger Technisch Onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 februari 1974;

5° het koninklijk besluit van 18 februari 1974 tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 november 1962 houdende algemene regeling van de studien in het Hoger Technisch Onderwijs en het koninklijk besluit van 9 oktober 1936 betreffende de examens voor het toekennen van de graden van kandidaat, van licentiaat in de handelswetenschappen en van handelsingenieur.

Art. 36. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 37. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Brussel, 13 mei 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF